Meeting 1^{er} mai

Pour les Verts, les jeunes ont le droit d'essayer !

Patrick Dupriez – Phare du Kanaal – 1^{er} mai 2017

Merci chères amies, chers amis, pour votre présence,

Merci particulier à nos invités, à vous qui avez accepté de témoigner ce lundi.

La force des témoignages et des questionnements des jeunes que nous avons entendus disent bien davantage que les discours.

Je reste frappé par la distance entre les réalités vécues sur le terrain, dans la vraie vie, et ce qui est perçu par de nombreux responsables politiques.

Qui écoute les jeunes, qui écoute vraiment celles et ceux qui cherchent du travail, qui veulent se lancer dans la vie, dans une vie qu'ils se choisissent ?

« Tout ce qu'on fait de grand dans le monde est basé sur l'espoir » disait MLKing.

Et sur quoi se fonde l'espérance si ce n'est sur la certitude que demain peut toujours être meilleur...

Or, 57 % des jeunes européens estiment que la jeunesse a été marginalisée économiquement et exclue socialement depuis la crise financière de 2008.

43 % des jeunes belges pensent que la situation va se détériorer pour eux et seulement 16 % qu'elle s'améliorera.

Ce constat sur notre société est terrible.

Nous avons des raisons d'être en colère face aux politiques menées ces dernières années.

Les gouvernements successifs ont précarisé la jeunesse de notre pays. Ils ont à la fois diminué les protections sociales dont ils bénéficiaient et limité la liberté qui leur permettait de s'émanciper à partir de leurs talents et aspirations.

La chasse aux jeunes a débuté avec le gouvernement Di Rupo.

Un jeune qui sortait des études pouvait jusque là bénéficier, après 9 mois, d'une allocation dite de remplacement, qui avait une durée illimitée.

Le gouvernement fédéral a d'abord augmenté la période d'attente et limité la durée de l'allocation à 3 ans.

Au-delà ? Plus rien. Ou le CPAS.

Le gouvernement de Charles Michel en a rajouté une couche : la limitation d'âge est fixée à 25 ans et les jeunes de moins de 22 ans doivent présenter un diplôme d'enseignement supérieur ou avoir suivi avec succès une formation en alternance pour bénéficier de leurs indemnités d'insertion.

Conséquences ?

Le coeur de M. Di Rupo saigne mais surtout notre jeunesse est en danger :

- ⑩ Exclusion de 37.000 jeunes pour fin de droit ces deux dernières années,
- ⑩ 58 % sont des femmes.
- ⑩ Et attention, on ne parle ici que des exclus, pas de ceux qui, depuis, errent dans le nomansland des petits boulots complétés par un bout de solidarité familiale par ci, des potes par là et sans doute par le recours au CPAS.
- ⑩ En 2015, nous avons assisté à une augmentation de 13,2 % des bénéficiaires du revenu d'intégration sociale. C'est énorme ! Le plus gros

pourcentage dans l'histoire de notre système.

- ⑩ 37.000 personnes exclues. Non pas parce que nos Gouvernements ont ou avaient un projet pour la jeunesse mais bien parce qu'ils ont le nez rivé sur leur comptabilité et leur aveuglement idéologique.
- ⑩ 37.000 personnes exclues en particulier dans les couches les plus populaires de notre population, dans les familles les plus désemparées et précarisées.
- ⑩ 37.000 sans compter les personnes qui auraient pu entrer dans le système mais ne le peuvent plus.
- ⑩ Mais aussi sans pouvoir mesurer, pour bien d'autres jeunes, ce sentiment de perte de sens, d'être pressés, contrôlés, sanctionnés, non pas pour atteindre des objectifs d'épanouissement personnel ou de participation à la vie sociale, mais pour entrer dans des cases administratives et respecter des critères inappropriés et sans sens.

Dans les services d'aide aux jeunes en milieu de Wallonie et de Bruxelles, le nombre d'appels à l'aide venant de jeunes âgés de 18 à 25 ans a explosé depuis 2 ans.

Les allocations d'insertion – 300 à 800 € - permettaient par le passé à certains jeunes une autonomisation progressive et une entrée dans le monde du travail.

Ces jeunes vivent à présent une double exclusion puisque l'exclusion des allocations d'insertion les exclut automatiquement de l'accès aux programmes régionaux de formation à l'emploi. Un non-sens.

De nombreux jeunes n'ont donc plus aucun revenu et viennent grossir les rangs d'une nouvelle catégorie de pauvres, aboutissent parfois à la rue.

Dans ce contexte les gouvernements successifs ont imposé un accompagnement contraignant où les aspirations du jeune n'ont plus droit de cité ou si peu.

Nombre de jeunes se retrouvent dans l'incapacité de faire face au quotidien et sont contraints de se plier à une politique déshumanisante de recherche d'emploi basée sur la culpabilisation.

Pour ceux qui ne rentrent pas dans ce vaste plan de l'activation, c'est le décrochage total.

La stigmatisation est lourde de conséquences car elle attaque l'un des fondements de la construction identitaire de l'adulte en devenir : l'estime de soi.

C'est ça, la vraie réalité, MM. Di Rupo et Michel.

Alors, si on me dit : « Mais M. Dupriez, notre mesure, elle a permis d'offrir une perspective d'avenir aux jeunes. Elle leur permet plus facilement de trouver le job auquel ils aspirent », je dirais bravo : les allocations d'insertion ne sont pas une finalité en soi.

Mais non. Ce n'est pas ce qui s'est passé. Ce n'est pas ce qui se passe.

A droite et parfois à gauche, j'entends les idéologues : « Mais M. Dupriez, mettre un peu la pression sur les jeunes en durcissant l'octroi des allocations d'insertion, ça va les pousser à moins « glander », à sortir de l'oisiveté ! »

Parce que c'est bien connu, nos jeunes rêvent du chômage, ce magnifique projet de vie...

Allons M. Michel, soyons sérieux.

Il est une évidence que vous refusez de regarder en face.

Il est difficile en 2017 de trouver un travail et surtout de trouver un travail quand on est dépourvu d'expérience, comme tous les jeunes qui sortent des études.

La pression mise sur eux ne marche pas, ne participe pas à la création d'emploi, pire, elle est contreproductive !

Les politiques menées ne tiennent pas compte de leurs conséquences à moyen et long terme d'une société de l'exclusion et de la désaffiliation ?

Car briser la confiance en soi des hommes et des femmes qui entrent dans la vie professionnelle, les priver de la liberté d'essayer, de la possibilité de donner un sens à ce qu'il entreprennent, c'est abîmer leur capacité à s'épanouir dans la société et donc d'y apporter le meilleur d'eux même.

La politique d'activation sociale et le fonctionnement du monde du travail prolongent malheureusement la logique d'un système éducatif qui sanctionne l'erreur davantage qu'il ne soutient l'expérience.

Le rapport au travail évolue.

A la veille du 1er mai, ce week-end, le Minsitre Bacquelaine écrivait un plaidoyer pour la valeur travail, un plaidoyer basé sur un double aveuglement ou un double mensonge.

Libéraux et sociaux-démocrates valorisent tellement le travail qu'ils mènent depuis 30 ans des politiques qui augmentent la part de la richesse rémunérant le capital par rapport à celle qui rémunère le travail.

Et les mêmes semblent oublier l'essentiel : nous ne sommes pas nés pour travailler, encore moins pour devoir prouver à l'infini que nous cherchons un travail inexistant.

L'emploi dont rêvent les jeunes (et les moins jeunes) doit être nourrissant dans tous le sens du termes, doit servir des valeurs et le progrès social.

Et les mêmes semblent ne pas voir que le burn-out est devenu la maladie de ce début de siècle quand ils invitent à travailler plus et plus longtemps avec davantage de précarité.

Ce n'est pas tant le travail qui est une valeur, M. Bacquelaine, que les travailleurs.

Ce sont les hommes et les femmes qui ont de la valeur.

Et nous devons permettre aux jeunes de ce pays d'inventer et de construire le monde de demain plutôt que les soumettre au monde d'aujourd'hui.

Il est loin le temps où on entrait dans une entreprise ou une administration à 20 ans et on en sortait 45 ans plus tard...

Les jeunes d'aujourd'hui trouvent peut-être plus tardivement leur voie. Souvent ils combinent plusieurs jobs et ont tendance à mettre en avant la qualité de vie et le respect de leurs valeurs plutôt qu'un salaire à tout prix, anticipant par ailleurs une carrière qui sera d'office moins continue et plus longue.

Les jeunes veulent plus de liberté, plus de souplesse. Ils veulent pouvoir embrasser plusieurs professions, parfois même simultanément, en jonglant avec les statuts aussi.

C'est le résultat d'une évolution socio-économique due à une plus grande instabilité du marché de l'emploi mais aussi d'une évolution culturelle.

Ce besoin de souplesse et de liberté, qui permet l'émancipation que les écologistes appellent de leurs vœux, et qui convient aux aspirations de nombreux jeunes, ne peut néanmoins signifier concrètement plus de précarité ou de flexibilité à sens unique comme c'est malheureusement trop souvent le cas aujourd'hui.

Pour ECOLO, les jeunes devraient avoir le droit à davantage de sécurité - un revenu avant tout – et à davantage de liberté - le droit de choisir, d'essayer, voire de se tromper et de recommencer.

Aujourd'hui, les jeunes ont trop peu le droit d'essayer, de rater, de se réorienter, ou alors ils le payent cash... Et cette situation les prive d'espoir et nous prive de la force de leurs projets, de leurs aspirations et de leur créativité. Un gâchis humain à chaque fois singulier et un gâchis collectif pour toute la société.

Les écologiste veulent inverser cette tendance, sortir de ces politiques injustes et inefficace en termes d'emploi, miser sur le meilleur de chacun plutôt que sur le contrôle de tous.

Nelson Mandela disait : « Que vos choix soit le reflet de vos espoirs et non de vos peurs ».

C'est cet horizon là qui ouvrira un horizon positif pour les jeunes aujourd'hui et pour toute la société demain.

Bien entendu, nous devons réformer notre enseignement, mieux partager le travail, créer un statut spécifique pour celles et ceux qui se lancent dans une activité d'indépendant, renforcer les services accompagnant les porteurs de projet... et investir massivement dans la transition écologique.

Mais aujourd'hui, nous voulons donner un signal clair aux jeunes wallons et bruxellois. Nous misons sur vous !

Vous le savez, Ecolo a remis sur le métier la réflexion sur la mise en place d'une allocation universelle, d'un revenu de base comme outil de justice sociale et d'autonomie de tous. Nous y reviendront d'ici à la fin de l'année.

Mais sans attendre - nous sommes le 1er mai - il faut renouer avec le progrès et permettre aux jeunes, à tous les jeunes d'entrer positivement dans la vie professionnelle.

Donnons leur le droit d'essayer, et donc aussi parfois de se tromper. D'essayer une formation et de se réorienter.

D'essayer un métier et d'en changer.

D'essayer d'entreprendre et de faire d'un échec une opportunité...

La crainte du passage au CPAS et de la précarité, les démarches inutiles ou inadaptées n'apportent rien à ceux qui ont besoin d'un accompagnement adapté à leur situation et leurs projets.

Au contraire, le coût humain est colossal.

Alors tournons la page sombre des gouvernements Michel et Di Rupo et rétablissons une vraie allocation d'insertion pour les 18 - 30 ans, une allocation individualisée pour une durée de 5 ans accessible après un stage d'insertion de 6 mois, une allocation majorée pour les jeunes mères isolées.

Et puis faisons un pas plus loin : pour donner aux jeunes un véritable droit d'essayer, Ecolo demande que jusqu'à 30 ans, celles et ceux qui quittent volontairement un emploi ou une activité d'indépendant après un an d'activité minimum - pour cause d'inadéquation, par volonté de se former ou

d'expérimenter autre chose... - puissent bénéficier du droit aux allocations de chômage.

Donner aux jeunes le droit d'essayer, c'est changer notre rapport au monde. C'est favoriser pour toutes et tous l'accès à l'épanouissement et au libre choix.

Le monde que les jeunes d'aujourd'hui vont devoir inventer pour préserver un avenir à notre humanité sera très différent de celui que nous connaissons.

Il a besoin de l'inventivité, de l'énergie, de l'espérance en marche des jeunes d'aujourd'hui.

Nous, écologistes, faisons résolument le choix de leur faire confiance !

Et la confiance en soi est le premier secret du succès.

Et nous sommes absolument convaincu que miser sur la jeunesse de ce pays, à commencer par les plus précarisés, est possible si le gouvernement accepte de faire contribuer davantage ceux qui aujourd'hui accaparent la richesse au détriment de notre avenir commun.

10 % des plus riches en Belgique disposent d'autant de richesses que les 90 autres pour cents.

Mr Michel, Mr le 1er ministre d'Anvers, ayez le courage de mettre en œuvre une réforme fiscale juste, efficace et verte pour permettre la dignité et l'émancipation de la majorité de la population, de tous ceux qui veulent mais ne peuvent pas toujours ; tous ceux qui sont prêts mais que vous oubliez ; tous ceux qui font l'espoir de demain mais à qui vous promettez un avenir sans lendemain. A tous ceux-là. A nous tous en réalité, permettez davantage de dignité, de liberté et d'autonomie.

« Que vos choix reflètent vos espoirs davantage que vos peurs »

Ce qui est vrai pour chacun et chacune d'entre nous vaut pour la société que nous formons.

A quelques jours d'un 2ème tour électoral qui concerne toute l'Europe, plus que jamais c'est l'espoir qui nous guide, la volonté d'épanouir les potentialités de chacun pour faire progresser la société, la détermination à reprendre du pouvoir sur nos vies.

Et cet espoir les amis, il doit concerner tous les citoyens de ce pays, tous les jeunes de ce pays, quelle que soient la diversité de leurs racines et les chaos de leur chemin.

Hier, à Marrakesch, notre coprésidente, Zakia Khattabi a reçu le premier trophée des marocains du monde dans la catégorie citoyenneté.

A l'heure où certains doutent de la valeur ajoutée de ceux dont les racines nous nourrissent d'autres cultures et origines, j'avais envie de féliciter Zakia devant vous et avec vous.

Et puis de finir avec cette citation d'Amin Maalouf dans les identités meurtrières :

« *Pour l'homme, le destin est comme le vent pour le voilier. Celui qui est à la barre ne peut décider d'où souffle le vent, ni avec quelle force mais il peut orienter sa propre voile. Et cela fait parfois une sacrée différence.* »

Alors, ensemble, avec et pour les jeunes de ce pays, faisons une sacrée différence !